



HAL
open science

Introduction à l'économie du désarmement

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Introduction à l'économie du désarmement. Aspects internationaux de l'économie des armes, Université Pierre Mendès France Grenoble, CEDSI, 1993. hal-03183810

HAL Id: hal-03183810

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03183810>

Submitted on 13 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction à l'économie du désarmement

Jacques Fontanel

Aspects internationaux de l'économie des armes,

Université Pierre Mendès France, CEDSI
Grenoble, 1993.

Les bénéfices économiques de la réduction de l'effort militaire ont souvent fait l'objet d'une réflexion sur les « dividendes de la paix ». Les dépenses militaires ont été présentées comme des dépenses improductives, voire inutiles, sans aucune référence à un service national important qui est la sécurité des personnes et des institutions d'un pays. Les Etats doivent en effet protéger leurs richesses contre d'éventuelles prédatations. Pour les partisans du nouvel ordre économique international, le désarmement est d'abord conditionné par le processus de développement, d'où l'idée d'engager une procédure de désarmement pour le développement. Les effets du désarmement ne peuvent être mesurés indépendamment des politiques économiques conduites par les gouvernements, dans un espace international sécurisé. Plusieurs questions doivent fournir des questions aux décideurs politiques. Quel choix opérer entre le beurre et le canon ? Quel est le pouvoir sécuritaire (l'importance stratégique d'une arme) d'un dollar dépensé ? Combien faut-il dépenser et combien, quel est le niveau optimal des dépenses militaires ?

The economic benefits of reducing the military effort have often been the subject of 'peace dividend' thinking. Military spending has been presented as unproductive, even unnecessary, without any reference to an important national service, which is the security of a country's people and institutions. States need to protect their wealth from predation. For the proponents of the New International Economic Order, disarmament is first and foremost conditional on the development process, hence the idea of a disarmament for development procedure. The effects of disarmament cannot be measured independently of the economic policies pursued by governments in a secure international space. There are several issues that should provide questions for policy makers. What is the choice between butter and gun? What is the security power (the strategic importance of a weapon) of a dollar spent? How much should be spent, and how much is the optimal level of military spending?

Désarmement, développement, dépenses militaires, Tiers Monde, puissance économique
Disarmament, development, military expenditure, Third World, economic power

L'analyse des bénéfices économiques du désarmement a trop souvent été résumée lapidairement par la célèbre alternative "le beurre ou les canons". Les économistes dans leur grande majorité ont considéré les dépenses militaires comme des dépenses improductives, comme un fardeau qu'il fallait réduire optimalement, compte tenu des contraintes de sécurité, en vue d'accroître le potentiel de la croissance économique. Toute procédure de désarmement est alors considérée, ceteris paribus, comme une décision favorable au développement économique et social des Nations. Cette thèse a pourtant été contestée par des économistes aussi différents que List (1845), Marx (1860) ou Galbraith (1960) ; en outre, les programmes des industries d'armement de l'Inde et du Brésil, fondés sur les politiques de l'import-substitution et des industries "industrialisantes", n'ont pas manqué de susciter des débats concernant le rôle et l'efficacité des investissements de défense nationale sur le développement économique des Etats. Autant dire que les dividendes du désarmement n'apparaissent plus comme une fatalité positive, mais comme une potentialité sujette, au moins à court terme, à des hypothèses restrictives. En fait, et ce jusqu'à une période récente, le désarmement n'a pas inspiré vraiment les économistes. Il n'y a pas à proprement parler de théorie économique du désarmement, mais plutôt des analyses souvent contradictoires de l'économie de l'armement (Fontanel, 1990). En tout état de cause, les économistes n'ont pas créé une discipline de sécurité nationale ou de défense, comme il l'ont fait pour la santé ou l'éducation. Trois raisons majeures peuvent justifier cette attitude :

1) La science économique ne peut, à elle seule, embrasser l'ensemble des problèmes de la défense. Depuis un demi-siècle, elle a cherché à mettre en évidence des certitudes et des lois qui s'accommodaient mal aux contraintes réelles de pouvoir, de menaces et de conflits. Les problèmes de sécurité nationale sont difficilement analysables par les économistes, dont la formation les conduit à rechercher les conduites rationnelles. Or, les conflits et les guerres sortent souvent de la sphère de la rationalité économique et à part des analystes de la théorie des jeux, les économistes sont mal armés pour intégrer la défense nationale dans leur réflexion. Cette attitude a été essentielle dans la négligence continue des facteurs pluridisciplinaires de la défense.

2) La théorie des dépenses publiques a toujours été, au moins dans les économies de marché, une discipline un peu négligée et les économistes qui s'y engagent ne reçoivent pas toujours les fruits des investissements engagés. En outre, l'intérêt du public pour les questions de défense est cyclotimique, fondamentalement lié au développement effectif des conflits. Cette situation rend l'intérêt des recherches très hasardeux pour la carrière des économistes, lesquels, recherchant leur optimum de productivité intellectuelle, savent que ce domaine d'étude n'est pas très prisé des instances académiques ; ils s'orientent alors vers d'autres disciplines économiques plus porteuses pour leur carrière (Goodwin, 1991).

3) Les économistes ne sont pas toujours incités à travailler sur la défense nationale et l'armement, parce que les informations statistiques ne sont pas faciles à obtenir ou à déchiffrer et qu'il existe une certaine méfiance entre eux et les militaires. En outre, le domaine de réflexion est si ardu, que les tentatives d'analyse n'ont pas toujours produit des résultats convaincants. Enfin, les économistes de la défense s'avèrent soit trop favorables à la paix

situation des pays de l'Est peut faire l'objet de deux analyses contrastées, l'une considérant que le désarmement est maintenant possible puisque le socialisme "vécu" est en voie d'extinction, l'autre supposant que les soubresauts des réformes économique-politiques dans les pays de l'Europe de l'Est sont autant d'occasions de conflits sociaux et de réarmements, annonciateurs de situations de guerre (Fontanel,1990).

3) Les Etats doivent protéger leurs richesses sous peine d'être, à terme, privés de leurs droits sur la distribution mondiale des richesses. Ce qui peut se traduire par le court aphorisme : "Money to get the power and power to keep the money". L'idée de base, c'est que les dépenses militaires accroissent la sécurité nationale qui elle-même est une condition du développement économique des Nations. En fait, l'influence de l'effort de défense est ambigu, car en même temps il réduit les investissements civils et il crée des distorsions indiscutables eu égard aux conditions d'une production efficiente. L'économiste doit ainsi s'interroger sur l'importance de la défense que l'économie d'un pays peut se permettre sans remettre en cause sa croissance. Les dépenses de défense constituent une nécessité vitale pour les pays développés s'ils ne veulent pas être pillés. Les cas du Japon et de l'Allemagne sont particuliers, en ce sens que leur protection armée a été confiée à d'autres puissances, les laissant ainsi se réaliser pleinement dans le domaine économique. En situation de guerre, la défense investit l'ensemble de l'activité nationale. En situation de paix, à l'encontre des militaires qui répugnent à voir les impératifs de défense subordonnés à des considérations économiques, les gouvernants sont amenés à prendre en compte le nécessaire équilibre entre une dépense qui peut s'avérer paupérisante et le maintien, à terme, de la sécurité nationale. Il y a donc un choix à faire entre la sécurité d'aujourd'hui et celle de demain, choix qui dépend de la nature et de l'intensité des tensions internationales. Sachant que l'effort de défense est satisfait par des dépenses improductives, il peut avoir des effets négatifs sur l'ensemble de l'économie. Lorsque l'Etat rencontre la Nation, les dépenses militaires sont des biens publics purs, dont la détermination quantitative et même qualitative ne dépend pas d'un marché. Dans ces conditions, le gouvernement doit faire un choix, parfois discrétionnaire (en situation de guerre notamment), souvent déterminé au moins partiellement par les effets d'inertie des dépenses militaires, l'importance de la menace stratégique et la situation économique concrète du pays. Il s'agit donc, pour l'Etat, de se fixer sur "le fil du rasoir" qui consiste à dépenser juste ce qu'il faut pour se protéger à court terme dans l'ordre militaire, sans remettre en cause l'enrichissement nécessaire au maintien de l'effort de défense. La rationalité militaire ne rejoint que très rarement la rationalité économique. En outre, l'économie contemporaine est un champ de guerre et une limitation de l'effort de défense peut conduire à un changement progressif de la géographie mondiale de la satisfaction des besoins. Une réduction des dépenses militaires ou un désarmement n'ont pas seulement pour incidence éventuelle l'amélioration des résultats macroéconomiques des pays concernés, ils modifient aussi la répartition des avantages de la croissance, ils redistribuent partiellement les cartes de compétitivité internationale et donc ils transforment certains équilibres fragiles, avec l'émergence de tensions parfois insupportables que supposent les périodes de mutation (Fontanel,1993).

4) Le désarmement est-il la cause ou la conséquence des facteurs économiques et sociaux ? Si le désarmement est une décision "discrète" (non économiquement déterministe), de nature politique, dans ces conditions la réduction des dépenses militaires est conçue comme une variable instrumentale ou exogène modifiant les conditions de la croissance

économique. Si au contraire, les facteurs économiques conditionnent le processus de désarmement, celui-ci devient plutôt une conséquence d'un état de crise de la société provoqué notamment par l'insatisfaction des besoins de consommation nationale ou l'augmentation du taux de chômage. Il semblerait que désarmement et développement exercent des relations simultanées, chacun étant à la fois cause et conséquence de l'autre. Pour les partisans du Nouvel Ordre Economique International, le désarmement apparaît plutôt comme une conséquence du développement. Dans ces conditions, les processus de désarmement passent d'abord par le développement des pays des plus pauvres et même dans certains cas, par une redistribution plus équitable des ressources mondiales. Les conflits ne s'arrêtent pas à la production d'armes. Ils s'expriment aussi dans les dominations économiques, politiques ou culturelles. Il ne sert donc à rien de négocier un désarmement, si aucune autre action n'est entreprise pour réduire, voire supprimer, les causes de la course aux armements. Dans un monde d'interdépendances croissantes, une réflexion géopolitique globale implique une définition économique-militaire de la sécurité. Le sous-développement constitue une menace pour la paix mondiale (Déclaration du Panel d'Eminentes Personnalités des Nations Unies, 1986).

Si le désarmement a des chances d'être effectif dans les pays développés, sous des formes et des raisons d'ailleurs diverses, si les menaces, notamment nucléaires, se sont considérablement atténuées, cette fin de XXème siècle est marquée par l'augmentation des risques et tend à développer des conflits locaux, régionaux, voire religieux que l'équilibre de la terreur n'est plus capable de maîtriser. Plusieurs facteurs nous incitent à considérer que les lendemains du désarmement actuel ne seront pas nécessairement pacifiques :

- Les grandes puissances limitent les stocks de leurs armements nucléaires qui, il faut bien le dire, étaient en excès et posaient le problème de leur maintenance. Cependant, les armes sont toujours disponibles en nombre suffisant et donc la menace reste bien réelle et ce d'autant plus qu'il n'y a plus vraiment cinq puissances nucléaires, mais huit si l'on veut bien ajouter à la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. En outre, le Président Eltsine a permis l'exportation des armes sans contrôle majeur du gouvernement. Quelques unes de ces ventes, par exemple les sous-marins à l'Iran ou les avions à la Chine, se sont déroulées en dépit des protestations américaines. Autrement dit, les pays en voie de développement se réarment à moindres frais, ce qui constitue une menace pour la paix.

- A l'intérieur des Etats, des conflits latents perdurent, concernant notamment le processus de démocratisation, les trafics des armes et de la drogue, les conditions économiques de crise et d'inégalités sociales. Si les conflits interétatiques paraissent moins manichéens que ceux développés par la stratégie MAD (équilibre de la terreur nucléaire), leur nombre devrait croître, accentuant ainsi les risques d'un redémarrage de la course aux armements, notamment dans les pays du tiers monde. Pourtant, le dilemme entre beurre et canon reste une réalité dans la plupart des pays en voie de développement. Mais c'est justement parce qu'ils n'ont plus grand chose à perdre, que les conflits peuvent renaître.

Pour les pays du tiers monde producteurs d'armement, la façon dont sera vécue l'existence d'un capital technique et humain rendu obsolète par une décision politique et une situation internationale nouvelle, alors même qu'un lourd investissement aura déjà été engagé dans ce secteur, sera révélatrice des réelles potentialités d'un désarmement durable. La conversion des activités militaires en activités civiles sur le site industriel même s'avère souvent particulièrement délicate, compte tenu de l'inadaptation des équipements aux

L'analyse des bénéfices économiques du désarmement a trop souvent été résumée lapidairement par la célèbre alternative "le beurre ou les canons". Les économistes dans leur grande majorité ont considéré les dépenses militaires comme des dépenses improductives, comme un fardeau qu'il fallait réduire optimalement, compte tenu des contraintes de sécurité, en vue d'accroître le potentiel de la croissance économique. Toute procédure de désarmement est alors considérée, *ceteris paribus*, comme une décision favorable au développement économique et social des Nations. Cette thèse a pourtant été contestée par des économistes aussi différents que List (1845), Marx (1860) ou Galbraith (1960) ; en outre, les programmes des industries d'armement de l'Inde et du Brésil, fondés sur les politiques de l'import-substitution et des industries "industrialisantes", n'ont pas manqué de susciter des débats concernant le rôle et l'efficacité des investissements de défense nationale sur le développement économique des Etats. Autant dire que les dividendes du désarmement n'apparaissent plus comme une fatalité positive, mais comme une potentialité sujette, au moins à court terme, à des hypothèses restrictives. En fait, et ce jusqu'à une période récente, le désarmement n'a pas inspiré vraiment les économistes. Il n'y a pas à proprement parler de théorie économique du désarmement, mais plutôt des analyses souvent contradictoires de l'économie de l'armement (Fontanel, 1990). En tout état de cause, les économistes n'ont pas créé une discipline de sécurité nationale ou de défense, comme il l'ont fait pour la santé ou l'éducation. Trois raisons majeures peuvent justifier cette attitude :

1) La science économique ne peut, à elle seule, embrasser l'ensemble des problèmes de la défense. Depuis un demi-siècle, elle a cherché à mettre en évidence des certitudes et des lois qui s'accommodaient mal aux contraintes réelles de pouvoir, de menaces et de conflits. Les problèmes de sécurité nationale sont difficilement analysables par les économistes, dont la formation les conduit à rechercher les conduites rationnelles. Or, les conflits et les guerres sortent souvent de la sphère de la rationalité économique et à part des analystes de la théorie des jeux, les économistes sont mal armés pour intégrer la défense nationale dans leur réflexion. Cette attitude a été essentielle dans la négligence continue des facteurs pluridisciplinaires de la défense.

2) La théorie des dépenses publiques a toujours été, au moins dans les économies de marché, une discipline un peu négligée et les économistes qui s'y engagent ne reçoivent pas toujours les fruits des investissements engagés. En outre, l'intérêt du public pour les questions de défense est cyclotimique, fondamentalement lié au développement effectif des conflits. Cette situation rend l'intérêt des recherches très hasardeux pour la carrière des économistes, lesquels, recherchant leur optimum de productivité intellectuelle, savent que ce domaine d'étude n'est pas très prisé des instances académiques ; ils s'orientent alors vers d'autres disciplines économiques plus porteuses pour leur carrière (Goodwin, 1991).

3) Les économistes ne sont pas toujours incités à travailler sur la défense nationale et l'armement, parce que les informations statistiques ne sont pas faciles à obtenir ou à déchiffrer et qu'il existe une certaine méfiance entre eux et les militaires. En outre, le domaine de réflexion est si ardu, que les tentatives d'analyse n'ont pas toujours produit des résultats convaincants. Enfin, les économistes de la défense s'avèrent soit trop favorables à la paix

immédiate (peace research movement), soit trop désireux de convaincre le public et les responsables publics du bien fondé des desideratas des militaires (complexe militaro-industriel). Il n'y a que très peu d'agnostiques en matière de désarmement.

Les analyses économiques de la sécurité nationale sont généralement difficiles à concevoir dans les pensées économiques dominantes, elles s'avèrent très hypothétiques dans leurs développements et leurs conclusions. Il faut dire qu'elles ne peuvent se passer de l'interdisciplinarité et que la loi des grands nombres ne leur sont que très rarement applicables. Au fond, la défense nationale est inscrite dans le coeur même d'une économie politique appliquée aux Etats, mais ses fondements et ses conséquences dépassent, au moins à court terme, l'horizon conceptuel et le système des hypothèses d'analyse généralement retenus par les grands courants de la pensée économique. Quatre observations au moins viennent étayer cette analyse.

1) Pendant longtemps, les Etats-Unis ont été persuadés que l'un des buts de Staline et de ses successeurs était de pousser les pays à économie de marché à développer leurs dépenses improductives d'armement jusqu'à ce qu'ils déposent leur bilan. Les dirigeants soviétiques pensaient que le monde libre ne pouvait pas, en même temps, préserver son mode de vie et produire d'énormes capacités militaires. Historiquement, la mobilisation en temps de paix d'importantes ressources pour l'acquisition de forces militaires permanentes est un phénomène récent, car autrefois, entre deux situations de guerre, le volume des acquisitions militaires était très faible. D'après Schelling (1966), cette stratégie de "l'imposition des coûts" n'est rationnelle que si c'est un jeu à somme nulle. Ce qui n'est pas souvent le cas. En fait, les deux puissances n'ont pas amélioré leur sécurité en augmentant simultanément leurs dépenses militaires. Cependant, imprégnés par les considérations économiques de l'épuisement de la course aux armements, les économistes des deux systèmes ne se sont que trop rarement préoccupés des avantages économiques du désarmement.

2) La guerre est souvent synonyme de transformations profondes de la société. Elle n'a pas de fondement exclusivement économique, elle est inscrite dans la lutte pour le pouvoir ou les convictions religieuses ou idéologiques. Dans ces conditions, seul le surarmement peut faire l'objet d'une négociation. La coexistence des deux systèmes économiques capitalistes et socialistes a longtemps été jugée impossible à long terme, car ils étaient à la fois impérialistes et antagoniques. Le désarmement paraissait pour le moins improbable. Or, les analyses économiques portaient soit sur le capitalisme, soit sur le socialisme, toutes les analyses scientifiques des interrelations entre les deux systèmes étant systématiquement contrôlées par la sphère politique. Dans ces conditions, l'analyse économique des conflits n'a pas pu naître de deux courants de recherche économique obsédés par le bon fonctionnement du système économique dans lequel ils vivaient et convaincus de l'échec économique de son adversaire du moment. Obnubilés par le marché et la régulation keynésienne, les économistes occidentaux se sont préoccupés des conditions de l'optimum. Persuadés de la justesse de l'analyse marxiste sur les contradictions internes du capitalisme, les économistes socialistes se sont penchés d'abord et surtout sur la mise en place et la réalisation des plans quinquennaux. Or, les études économiques tendant à intégrer les conditions concrètes de l'économie mondiale de l'époque ont été extrêmement rares, comme si les deux systèmes coexistaient, sans aucune interdépendance économique, sociale, politique. Actuellement, les réformes des pays de l'Est modifient complètement ce paysage et ramènent les économistes à l'analyse du fonctionnement du marché, selon différentes hypothèses d'intégration. La

contraintes de la demande civile, laquelle implique un compromis entre les caractéristiques techniques et leur coût. Deux raisons économiques fondamentales sont généralement présentées pour justifier les industries d'armement, l'économie de ressources rares et les effets industrialisants. Les analyses des politiques d'import-substitution ou des effets industrialisants ne sont pas très optimistes à ce propos. Les coûts d'opportunité de l'utilisation dans le secteur militaire de personnels très qualifiés, la lourdeur des investissements, la rapidité de l'innovation et de l'obsolescence dans le secteur militaire, les importations induites nécessaires, la longueur du cycle de production, l'intervention des firmes multinationales, la faiblesse de la base industrielle nécessaire à la compétitivité pour les produits les plus performants sont des éléments dissuasifs, au plan strictement économique, de la production nationale d'armement dans les pays en voie de développement.

Les effets du désarmement ne peuvent pas être mesurés indépendamment des politiques économiques menées par les gouvernements. Une réduction volontaire des dépenses militaires ne peut pas se satisfaire d'un raisonnement de type *ceteris paribus*. La théorie du sous-développement comme produit du développement considère que la situation économique des pays du tiers monde est susceptible de se dégrader si, par exemple, les entreprises reconverties dans les pays développés viennent concurrencer les produits nationaux ou si elles n'achètent plus les matières premières qui formaient la plus grande partie de leurs ressources d'exportation. Une réduction des dépenses de recherche-développement militaire au profit du secteur civil peut conduire à un accroissement du "gap" technologique et, à terme, à un élargissement des inégalités économiques. Autrement dit, un désarmement mondial devrait modifier les conditions de la concurrence et du partage mondial des richesses.

L'analyse économique contemporaine ne permet pas de répondre clairement aux trois questions fondamentales de l'économie de la défense et donc de l'économie du désarmement:

- Quel choix opérer entre le beurre et le canon (c'est-à-dire quel est le coût d'opportunité des dépenses militaires en productions civiles) ?
- Quel est le pouvoir explosif (*bang for a buck*) d'un dollar (c'est-à-dire quelle est la puissance explosive d'un dollar dépensé dans la défense nationale)
- Combien faut-il dépenser et comment (c'est-à-dire quel est le niveau optimal des dépenses militaires, compte tenu des contraintes de sécurité présentes et à venir) ?

Ces questions sont d'ailleurs étroitement liées les unes aux autres, car le pouvoir explosif d'un dollar est une indication intéressante des sommes à engager pour la défense nationale dans une situation de rareté relative. Les économistes se préoccupent principalement de la première et de la troisième questions. De nombreux mythes entourent les réflexions sur les dividendes de la paix, qui sont réputés importants, capables de résoudre les problèmes économiques et sociaux des pays malgré quelques coûts et difficultés de structures conjoncturels (Hartley, 1990).

Au moment des négociations du Traité sur les Forces Nucléaires à portée intermédiaire (accords INF), une étude sur les causes de la guerre menée par le Centre d'Etude de Défense et Sécurité Internationale (CEDSI) de Grenoble (Fontanel & Guilhaudis, 1989) avait mis en évidence les divergences de conception de la guerre entre les experts français et les experts étrangers. Si pour les deux échantillons, les conflits armés avaient pour origines principales les croyances (idéologiques ou religieuses) et la lutte pour le pouvoir, pour les spécialistes de l'hexagone, contrairement à leurs homologues étrangers, ils pouvaient aussi trouver leur source dans la nature humaine. Dans ces conditions, la guerre serait inscrite dans les fibres même

de l'humanité. Il n'est pas alors très étonnant de constater que les experts français préconisent la dissuasion nucléaire, au contraire de leurs homologues étrangers plus convaincus par le désarmement nucléaire pour assurer la sécurité internationale dans le monde contemporain. Il est enfin remarquable de noter que les facteurs économiques n'étaient pas considérés parmi les causes les plus significatives des conflits. Cinq années se sont écoulées qui ont transformé les conditions de la sécurité internationale. Il serait très intéressant de faire une étude similaire pour comparer l'évolution de la réflexion des experts.

Le rappel de ces résultats est utile dans le cadre d'une réflexion sur les rapports entre le désarmement et les dépenses militaires. La plupart des études qui portent sur les problèmes de sécurité non-militaire (Fisher, 1993) omettent d'insister sur leur dimension économique et se limitent à une réflexion rapide sur la pression démographique, les conflits ethniques, religieux ou idéologiques, la compétition pour les ressources naturelles, la dégradation de l'environnement ou l'expression de la violence. Les inégalités économiques et sociales sont rarement mises en avant, alors que toute procédure de désarmement pour le développement intègre nécessairement cette dimension.

Dès le début des années 50, le général Omar N. Bradley, alors chef du Veterans Committee affirmait que "les plus grands ennemis de la démocratie ne sont pas les comploteurs clandestins" dit-il "mais le chômage, la faim,... le cycle mortel de booms et de crises...". Pourtant, la géopolitique de la guerre froide était basée sur l'idée selon laquelle la rivalité entre le capitalisme et le socialisme devait s'achever par la disparition d'un des deux systèmes économiques. Les relations américano-soviétiques étaient comprises comme un jeu à somme nulle, les avantages des uns représentant les désavantages des autres et réciproquement. La chaîne des actions et réactions dans le domaine nucléaire a créé la stratégie MAD de l'équilibre de la terreur sous la double domination américaine et soviétique. Pourtant ce conflit d'une cinquantaine d'années n'a pas débouché sur un conflit violent et suicidaire entre les deux grands. Pour Galbraith (1993), dans la grande confrontation de la Guerre Froide entre le capitalisme et le communisme, il n'y a eu qu'un faible nombre de tués, si l'on met à part les dissidents éventuels. Dans les confrontations indirectes et par procuration au Vietnam ou en Afghanistan - les deux pays dans un état de paupérisation de base - des dizaines de milliers de personnes ont été assassinées. Cependant, avec les armes des pays développés, des millions de personnes dans les pauvres pays d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique Latine ont été soit franchement massacrées, soit victimes des dévastations économiques qui sont la désespérante et douloureuse résultante des conflits et des luttes civiles. D'autres formes de conflits peuvent surgir, qui ne recouperont certainement pas le vieux clivage OTAN-Pacte de Varsovie. L'affaire irakienne de cette fin d'année 1990 en est l'illustration.

Actuellement, les deux grandes puissances militaires sont intéressées par une transition vers un monde interdépendant multipolaire. L'idée selon laquelle la sécurité doit être assurée avec le minimum d'armes, sur la base de l'équilibre de la menace, commence à ne plus être jugée subversive. L'élimination complète de la force nucléaire n'est certes pas encore d'actualité, mais elle constitue, à plus long terme, un objectif essentiel de l'humanité. Les procédures de désarmement engagées par les grandes puissances ont plusieurs explications, dont les plus répandues sont l'incapacité des Etats-Unis et de l'URSS à continuer une course aux armements coûteuse dans le contexte d'une crise économique importante et la nécessité pour ces deux pays, l'un de retrouver sa puissance économique très menacée par ses amis stratégiques et rivaux commerciaux que sont la Communauté

Economique Européenne et l'Asie du Sud-Est, l'autre de faire face à une crise politique, économique et sociale sans précédent. La question de savoir s'il s'agit d'un véritable processus de désarmement rationnel, durable, fondé sur l'idée selon laquelle il existe à la fois un gaspillage des ressources rares et une sécurité internationale qui n'est plus vraiment (ou mieux) assurée par les dépenses militaires n'a pas encore de réponse claire et elle fait encore l'objet de débats contradictoires.

L'étude économique du désarmement et de ses conséquences implique d'abord le recours à des instruments d'analyse et à la définition d'hypothèses sur le potentiel et le contenu du désarmement dans la période actuelle. Elle suppose ensuite une présentation des principales théories économiques qui ont été développées par les économistes et une réflexion sur les expériences de l'histoire dans la relation économie-désarmement. Elle suppose enfin une présentation des principaux résultats économétrico-théoriques développés ces dernières années dans le monde.

Bibliographie et références

- Aben, J. (1992), *Economie politique de la défense*, Cujas, Paris.
- Barker, T., Dunne, P., Smith, R. (1991), The peace dividend in the United Kingdom, *Journal of Peace Research*, Vol. 28.
- Bouthoul, G. (1981), *Sauver la guerre*, Grasset, Paris.
- Brandt, W. (1988), *La folie orchestrée. La course aux armements et la faim dans le monde*, Economica, Paris.
- Cars, H.C. and Fontanel, J., 1987. Military expenditure comparisons. In *Peace, defence and economic analysis* (pp. 250-265). Palgrave Macmillan, London.
- CBO (1983), *Defense spending and the economy*, CBO Study, Washington.
- Chan, S., Mintz, A. (1991), *Defense, Welfare and Growth*, Unwin Hyman, Boston.
- Chatterji, M., Forcey, L.R. (1992), *Disarmament, Economic conversion and Management of Peace*, Praeger, New York.
- Colard, D., Fontanel, J. and Guilhaudis, J.F., 1981. *Le Désarmement pour le développement: dossier d'un pari difficile* (Vol. 19). Fondation pour les études de défense nationale.
- Deger, S., West, R. (1987), *Défence, Security and development*, Frances Pinter, London.
- De Grasse, R.W. (1983), *Military Expansion, Economic Decline*, Sharpe Inc. Armonk, NY.
- Faini, R., Annez, P., Taylor, L. (1984), Defence spending, Economic Structures and Growth: Evidence among countries and over time. *Economic Development and Cultural Change*, 32(3). April.
- Eisner, R. (1993), *Quelques considérations macroéconomiques sur le désarmement*, Espace Europe, Grenoble.
- Fontanel, J.(1982). *Military Expenditure and Economic Growth: France, Morocco*. report written for the United Nations, New York.
- Fontanel, J. (1985), Introduction à l'effort économique de défense, *Arès, Défense et Sécurité*, Grenoble, Lyon.
- Fontanel, J., Smith, R.P. (1985), L'effort économique de défense, *Arès, Défense et Sécurité*, N° Spécial, Grenoble.
- Fontanel, J. (1985) L'intérêt d'un fonds international de désarmement pour le développement (Note), *Études internationales* 16 (3), 561-573.
- Fontanel, J. (1986), The international disarmament fund for development, *Disarmament* 9(1). UNO.
- Fontanel, J., Saraiva JD, (1986) Les Industries d'armement comme vecteurs du développement économique des pays du Tiers-Monde, *Etudes polémologiques*

Fontanel, J. Guilhaudis, J-F. (1988), *L'Initiative de Défense Stratégique*, Arès, *Défense et Sécurité*, Grenoble, 1988 (12 pages).

Fontanel, J. (1990), *L'économie du désarmement*, *Stratégique*, n°47. 3/90

Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble. Grenoble.

Galbraith, J.K. (1993), *Le pouvoir économique autonome*, in « *Economistes de la Paix* », PUG,

Hartley, K. (1991), *Aspects économiques du désarmement*, in *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble. Grenoble.

Melman, S. (1974), *The permanent war economy : American economy in decline*, Simon & Schuster, New York.

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1987), *Capital labour substitution in defence provision*, *Defence Security and Development*, London.

Thorsson (1984), *In pursuit of Disarmament Conversion from military to coivil production in Sweden*, Commentary, January.

UNIDIR (1992), *Economic aspects of disarmament*, UNIDIR Newsletter 10. Geneva.

UNIDIR (1992), *Aspects économiques du désarmement : le désarmement comme investissement*, ONU, A/47/346, Août.